

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Dernière phase du quinquennat : faire mouvement ?

- 1. Depuis la rentrée, l'ambiance de l'opinion replonge.** La morosité revient ; le sentiment que « plus rien ne se passera » d'ici la fin du quinquennat s'installe ; les débats qui s'enflamment hors de la réalité (déchéance, laïcité) rétrécissent notre champ d'intervention ; nous paraissions nous contredire (pourquoi avoir tendu la main à Raffarin puis plus rien ? pourquoi reconnaître que l'on ne peut plus faire de la politique comme avant puis ne lancer aucune initiative ? on nourrit la désillusion) ; la perspective de passer 15 mois en jeux politiques alors que le quotidien stagne rebute ; la recherche « d'autre chose » réapparaît.

Rien de tout cela n'est irréversible, mais crée un mauvais substrat. Dans ce contexte, **un remaniement n'est ni attendu ni réclamé** : 54% des Français le souhaitent, soit un score très faible – à comparer aux 79% de mars 2014 par exemple. Seuls 36% voudraient changer de Premier ministre.

- 2. Le scénario à éviter** est le suivant :

- un nouveau gouvernement qui sera décrypté comme seulement « politicien », forgé pour préparer 2017. C'est le récit que les médias s'approprient à faire, et qu'ils feront sauf surprise qui en « détournerait le sens ».
- un soupçon de manipulation grandissant face à chaque action ou nouvelle réforme que nous lancerons dans les mois à venir. C'est déjà en partie le cas pour le plan d'urgence contre le chômage. Plus mai 2017 va se rapprocher, moins nous maîtriserons la perception de notre action. Tout ce que nous n'annoncerons pas dans les prochaines semaines risque fort d'être perdu en termes d'opinion.
- une actualité qui sera de plus en plus occupée par des événements politiques (primaires à droite, etc.), et où l'espace du gouvernement et du PR pour exister, convaincre qu'il agit encore, etc. sera bien moindre.

- 3. Il paraît utile de « faire mouvement » rapidement** pour affronter la fin du quinquennat. Le remaniement pourrait en être une occasion, si l'on peut y accrocher un sens et une hiérarchisation des combats pour finir le quinquennat et commencer à se projeter dans l'avenir.

✓ **Donner du sens à l'année qui vient :**

L'arrivée de M. Valls avait été un « gouvernement de combat », l'éviction d'A. Montebourg et B. Hamon le choix d'une « cohérence ». Le sens qui paraît attendu aujourd'hui, alors que les résultats tardent et que les soupçons politiques mangent tout, est celui d'un gouvernement de « professionnels » (par leur qualité démontrée ou par les valeurs fortes qui leurs sont reconnues), des « meilleurs » sur leur domaine qui agiront jusqu'au bout et avec sûreté pour les Français quoi qu'il arrive.

Il pourrait donc être forgé :

- par les **compétences**, qui doivent pouvoir porter le cœur du récit : ce n'est pas un gouvernement d'équilibre politique mais efficace pour les Français. Donc éviter les ministres qui sans expérience reconnue sur le sujet : il reste trop peu de temps, il est trop tard pour apprendre.
- par le **choix de la cohérence** : entrée de ministres « sur la ligne » FH plutôt que de « synthèse » ; éviter les contre-emplois de ceux qui restent (Taubira à la Culture, où elle assumera ses idées).

- par les **missions claires** données à chacun. En plus du nom des ministres, le remaniement pourrait dévoiler une lettre de mission confiée à chacun d'entre eux, précisant ce qu'il lui reste à faire jusqu'à mai 2017. Les ministres ont des responsabilités pour continuer à agir pour les Français. Aucun ne doit être inutile ni paraître être là « pour la place ».

✓ **Des combats prioritaires pour terminer le quinquennat et se projeter dans l'avenir**

Une feuille de route à dérouler jusqu'à la fin du quinquennat, annoncée en même temps que le nouveau gouvernement pourrait permettre de **conquérir de nouveaux sujets**, là où on nous attend moins aujourd'hui. Il faudra de toute façon à un moment faire bouger les lignes, et redonner un « supplément d'âme » en phase avec notre électorat.

- la **sécurité** est essentielle mais ne peut suffire. Le clivage avec la droite ne se fera pas là, mais sur **la société que l'on veut** : une société certes en ordre et protégée, mais aussi sans injustice, sans humiliations, sans arrogance, où chacun peut trouver sa place. Les gens trouvent la société dure, le chacun pour soi brutal : laissons cela à la droite.
- nous pourrions **repandre le thème de la promesse républicaine**, de **l'école** (relance de l'opération anti-décrocheur, revoir la médecine scolaire, renforcer l'accès à l'enseignement supérieur de ceux qui en sont éloignés), de **l'élévation professionnelle** pour chacun, de la **lutte contre les discriminations**.
- Pourquoi ne pas **s'emparer de la question du travail** : dans le prolongement de la pénibilité, la souffrance, les relations au travail, la répartition homme/femme avec la question des carrières, la promotion du mérite, la valeur travail (dernière chance pour réparer le symbole des heures supplémentaires refiscalisées).

D'autres sujets sociaux peuvent sans doute s'y prêter : **fusion de toutes les prestations**, pour que nul ne gagne moins en travaillant (presque tous les autres candidats le proposent).

- enfin **déverrouiller la société**, remettre du mouvement dans une société figée et dure, recréer de l'espérance pour tous. C'est là que la question de la **réforme économique** intervient, qui devrait être liée à celle des **élites** (ouverture beaucoup plus large de la haute fonction publique, professionnalisme et responsabilité accrue, ...) - thème porteur qui s'impose également chez les autres candidats.

Repandre un discours de progrès et d'émancipation pourrait nous permettre d'assumer plus facilement un **pragmatisme** en méthode qui correspond finalement bien aux attentes :

- des **expérimentations** bien plus développées, par exemple concernant la lutte contre l'exclusion ou la pauvreté (la politique par la preuve). Cf. les travaux d'Ester Duflo, que nous pourrions importer (pourquoi ne pas lui proposer un « Haut-Commissariat » avec des moyens pour expérimenter en France pour 1 an ?).
- des **ouvertures** sur des projets ou des sujets d'intérêt supérieurs :
 - reprendre **l'initiative Raffarin** sur les suites à donner au rapport Badinter ? Continuer à mettre en scène l'initiative droite/gauche au niveau des **Régions pour l'emploi** ?
 - élargir ce « dialogue national » à d'autres sujets : **l'avenir de la jeunesse** (dont la concrétisation d'un service civique généralisé, qui évitera aussi la surenchère lors des présidentielles) ; **la réforme de l'Islam** (cf. les mains tendues de G. Darmanin et quelques autres modérés à droite) ; **la politique étrangère** (maintenir la réponse de la France face à la situation en Syrie, à la dégradation en Libye etc. en dehors des polémiques politiciennes).

Tout cela ne pourra pas être incarné dans un remaniement. Mais il faudrait, a minima, que **le dernier gouvernement du quinquennat pose les bases du projet à venir : il ne pourra pas y avoir de rupture entre ce que l'on fait aujourd'hui et ce que l'on propose pour demain.**

S. Royal : *ministère de l'éducation, de la jeunesse et de la cohésion républicaine*. Pour sa capacité à incarner les valeurs républicaines sans verser dans la nostalgie, pour chapeauter un plan gouvernemental « ascension sociale et méritocratie », pour développer un service civique obligatoire.

C. Taubira : *ministère de la culture*. Pour y assumer ses idées et porter sa parole.

N. Hulot : *ministère de la transformation et de l'engagement écologique*. Pour continuer à incarner une politique volontariste sur l'écologie, en y impliquant les énergies fortes de la société civile.

D. Cohn-Bendit : *ministère des affaires européennes*. Pour sa pédagogie de l'Europe, son énergie intacte et sa capacité à s'adresser à des publics que nous touchons peu (le réel le rattrapera sur la ligne de fond).

H. Védrine ou un diplomate chevronné pour traiter de la *sécurité extérieure des Français*. Le besoin de pédagogie du monde est gigantesque. Peu savent le faire. Le départ de L. Fabius laissera par ailleurs une béance : importance de ne pas laisser un sentiment de flottement ou de manque d'incarnation gâcher 4 années d'acquis.

Une tête de pont d'association d'aide aux chômeurs, ou un profil type M. Hirsch : *ministre de la sécurisation professionnelle, de l'évolution personnelle et de la deuxième chance*. Avec pour mission de mettre en place le CPA (« programme d'évolution et de sécurisation personnelle »), et un programme deuxième chance. Pour que chacun puisse reprendre la main, s'ouvrir des possibles, construire son avenir.

E. Macron : *ministère de la réforme économique*. Avec une feuille de route qui le cadre.

Un grand DRH, passé par le public et le privé (Y. Barou, B. Mettling, JC. Sciberras, ... ?) : *ministère de l'emploi, des négociations sociales et de la valorisation du travail*.

JM. Ayrault : *ministère de la Justice*. Pour son image de rigueur et l'indépendance qu'il paraît pouvoir garder avec l'exécutif.

Th. Mandon : *ministère de la fonction publique et de l'ouverture des parcours publics*. Pour ouvrir la haute et la moyenne fonction publique, favoriser la mobilité et la responsabilité, ...

N. Iannetta : *ministère des sports*. Pour accompagner l'euro 2016 d'un récit d'expertise, d'énergie, et de régénération des pratiques sportives.